

à travers les revues

«**Eléments pour une économie politique de l'éducation** »

Jean LAUNAY

Economie et politique

Novembre 1969 - N° 184

Pierre SALINQUE

Cet article représente une contribution marxiste intéressante au problème théorique des rapports de l'enseignement et de l'économie. En outre, il permet d'éclaircir les tentatives actuelles de rentabilisation du système d'éducation.

Il nous a paru utile de le signaler à la réflexion et à la critique. Dans ce numéro, nous reproduisons quelques pages de la première partie de l'article. L'auteur remarque que depuis une dizaine d'années, un changement important s'est opéré dans la présentation et le traitement du système d'éducation considéré maintenant comme un facteur décisif de la croissance économique.

« Les aspects économiques de l'éducation sont passés au premier plan des préoccupations des économistes des pays capitalistes ».

On doit souligner le rôle pilote joué par les U.S.A. dans ce domaine. Liée au développement des forces productives, auquel le capitalisme monopoliste d'Etat donne la réponse capitaliste, l'économie de l'éducation « si elle n'a pas encore donné lieu à une économie politique, fait l'objet d'une politique économique, accompagnée d'une réflexion en termes nouveaux de la part de la classe dirigeante ».

L'essentiel de cette réflexion consistant à « conceptualiser le système d'éducation comme un système de production et la dépense d'éducation comme un investissement ».

« Tout se passe comme si l'on avait tout à coup besoin de laver les dépenses d'éducation du péché originel de l'improductivité. D'où cette insistance à évoquer le système d'éducation comme un système productif matériel, à assimiler la dépense faite en ce système à un investissement, c'est-à-dire à une quantité de valeur qui se transmet à la valeur du produit dans le cadre du procès immédiat de production. Et il s'est produit une conjonction des théories non marxistes pour donner à l'Education le baptême de la valeur. Mais à travers ce baptême c'est la religion capitaliste du profit que l'on cherche à introduire, c'est-à-dire le choix de la dépense d'éducation en fonction de sa rentabilité pour le capital. »

En réalité cette conceptualisation nouvelle de l'éducation est une idéologie issue des rapports actuels entre les classes sociales.

« Vouloir figer le système d'enseignement en système productif, c'est éliminer, dans les concepts, une part de sa réalité et au nom de la réalité retenue, imposer l'idéologie du système, l'idéologie de la production pour le capital. »

Pour la classe monopoliste, la dépense d'éducation est contradictoire. « La dépense d'éducation a beau favoriser la croissance, elle coûte ; ses effets bénéfiques sont diffus, lointains, mal contrôlés, car évalués relativement à la rentabilité du capital. Or, de ce point de vue, la dépense d'éducation pèse de façon immédiate sur le taux de profit. Et le grand capital s'inquiète. »

De cet antagonisme découle sa façon particulière, économiste de poser le problème de l'éducation.

Pour l'auteur qui s'efforce de situer cette idéologie et de la démontrer pour l'attaquer, l'accroissement de la socialisation de la production s'accompagne de l'apparition « d'une sphère de travail directement sociale » dont les résultats sont hors marché. Le système d'éducation appartenant en partie à cette sphère.

Du fait du développement de la lutte des classes, une partie du capital variable se socialise et la force de travail n'est plus complètement une marchandise.

Pour la bourgeoisie, il y a alors la crainte que ces dépenses d'éducation échappent à son emprise, d'où une offensive idéologique violente pour que leur gestion soit assurée selon les normes de la sphère marchande.

Les économistes bourgeois présentent la dépense d'éducation comme une dépense d'investissement. Jean LAUNAY démontre le caractère idéologique de cette analyse : en fait, on ne peut la considérer que comme une consommation finale pour la production de la force de travail au même titre que l'alimentation et la santé.

ESSAI DE DESCRIPTION DU MODE D'EDUCATION DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Dans le mode de production capitaliste, c'est par rapport à la force de travail, placée en situation de marchandise, que se réalise le développement du mode d'éducation ; c'est par cet intermédiaire que s'exerce la relation des forces productives et des rapports de production et que se comprend celle du mode de production au mode d'éducation.

A travers l'analyse de ce développement, il reste à voir les contradictions auxquelles est porté ce système, en raison même de son point d'appui : la force de travail en tant que marchandise et de son référentiel, la mise en valeur du capital.

I. Le mode d'éducation se constitue comme sous-ensemble spécifique d'activité au fur et à mesure que s'affirme le mode de production capitaliste.

a) le mode de production capitaliste modifie profondément le système d'éducation antérieur.

Sans doute des systèmes d'éducation ont-ils existé dans d'autres modes de production, mais leur base matérielle reposait en premier lieu sur l'existence des rapports de production. Ces rapports étaient eux-mêmes fonction du niveau atteint par les forces productives du travail et on peut dire, de ce fait, que les systèmes d'éducation n'étaient pas indépendants des forces productives du travail. Cependant, le savoir qu'ils transmettaient avait essentiellement pour fonction d'assurer la reproduction des rapports de production. C'était le lieu privilégié de l'idéologie, le savoir de la superstructure.

Un système d'éducation appartient, de par son objet, qui est la transmission des représentants du réel, à la superstructure, Il est dépendant du réel, endogène aux variations de la structure économique : rapports des hommes à la nature, dans le jeu de rapports sociaux déterminés. Ce que modifie le mode de production capitaliste c'est ce rapport à la structure économique à travers l'apparition de la force de travail comme marchandise.

La production capitaliste marchande est grossièrement caractérisée par deux types complémentaires de division du travail : division technique dans le procès de travail et division entre propriétaires et non propriétaires des moyens de production. Le capitaliste achète, sur le marché du travail, une marchandise, la force de travail éduquée, s'il y a lieu. Une certaine qualité de force de travail lui est nécessaire, celle assurant la connaissance des relations avec la nature correspondant au procès de travail qu'il a capitalisé et l'organisation de la production et de la circulation. Aux fonctions idéologiques anciennes de la superstructure s'ajoutent ces fonctions de connaissance comme devant être celles de la force de travail.

Toute production nécessite un travail intellectuel, c'est-à-dire la représentation intellectuelle d'un processus et de son résultat. Mais en opérant la disjonction entre application de la force de travail à des moyens de production et propriété de ces moyens, c'est-à-dire en détruisant les formes artisanales de la production, en réalisant le passage de l'artisanat à la manufacture, puis, à la fabrique, bref en capitalisant la production, le mode de production capitaliste a entraîné la spécialisation des forces intellectuelles de

la production, donnant ainsi à l'éducation un point d'application nouveau et soumis au régime de changement permanent des forces productives.

Ce contenu moderne donné à l'éducation par le mode de production capitaliste n'aboutit pas à une généralisation immédiate du savoir. Si ce mode implique la mise en place d'une fonction spécifique, celle du travail intellectuel, comprenant à la fois le travail d'organisation de la production et celui de la recherche scientifique appliquée à la production pour l'accroissement de la productivité du travail, et donc du capital, il entraîne également la réduction de la dépense éducation pour une masse de producteurs.

b) Cette modification se réduit par l'accroissement d'une contradiction au niveau de l'acquisition de certains savoirs particuliers.

La division technique du travail est toujours plus poussée en raison de la motivation profonde du capital à limiter l'intervention du travail humain, pour réduire le capital variable considéré comme un coût et accroître le rendement du capital à travers l'accroissement de la force productive du travail. Or, la division technique du travail conduit à mettre en place des moyens de production nécessitant un travail de plus en plus simple. La pression du capital pour ce qui concerne la qualification d'un travailleur donné est tendanciellement le passage du plus au moins. Le développement du machinisme, dans tous les pays capitalistes, a eu pour corollaire la création de la masse des ouvriers non qualifiés.

Mais cette réalité elle-même est contradictoire, car si l'extension de la division du travail conduit à la formation d'un corps spécialisé de travailleurs intellectuels, si la division technique du travail implique l'appauvrissement intellectuel du travail de la masse, le développement de la puissance des moyens de production qui accompagne ce mouvement conduit, en retour à la création de nouvelles qualifications. Il faut voir ce mouvement au niveau de l'industrie, mais aussi au niveau de la société tout entière. Par exemple, l'utilisation de machines permettant d'éclater un type de travail, induit par ailleurs, des emplois qualifiés pour la production de ces machines, leur transformation, leur entretien. En outre, l'extension de la division du travail, du caractère marchand de l'économie capitaliste, entraîne, contradictoirement la création d'emplois administratifs et de gestion dont témoigne notamment la croissance du nombre des employés des secteurs public et privé. Ces employés sont au minimum dotés d'une instruction primaire. L'insertion de l'économie capitaliste nationale dans un marché mondial ne peut qu'accentuer cette tendance.

Un système d'éducation, en fonction de son objet, appartient à la superstructure. L'apprentissage scolaire entrepris par un régime est l'un des plus sûrs fondements de son implantation. Ce qui veut dire qu'on ne saurait réduire l'éducation à être un simple système de formation de force de travail. C'est

simultanément, un moyen d'intervention sur les rapports sociaux. Mais l'extension de l'éducation dans le mode de production capitaliste ne peut s'expliquer de ce seul fait. C'est en faisant de la force de travail une marchandise que le mode de production capitaliste a été conduit à généraliser l'éducation et, comme conséquence, à développer les formes de transmission du savoir.

2. - La force de travail comme marchandise et le système d'éducation du mode de production capitaliste.

a) Les capitalistes, acheteurs de la force de travail.

Ce qui les préoccupe est le **procès immédiat de mise en valeur du capital**. La force de travail doit être payée au moindre prix. Si sa valeur, et donc son prix, tendent à augmenter du fait des frais d'éducation, le problème du capitaliste est d'en chercher la dévalorisation. Le système d'éducation doit fournir cette marchandise au moindre coût. La spécialisation de cette fonction est déjà une étape dans cette voie, car elle assure une certaine rationalisation des dépenses. Mais le système mis en place peut être privé ou public. Dans le premier cas, il assure des garanties, quant à la docilité de la main-d'oeuvre formée. Les très grandes entreprises peuvent assurer cette formation à leurs frais si elles y voient l'avantage de s'attacher une main-d'oeuvre particulière et de la former selon leurs objectifs, dans le respect et la soumission aux rapports de production qu'elles représentent concrètement.

Mais le système public présente des avantages plus importants : il répond aux conditions générales de la production capitaliste par opposition au procès immédiat de mise en valeur du capital.

Le marché du travail est, en effet, un réservoir de main-d'oeuvre, animé de mouvements de flux et de reflux. La force de travail est libre de se déplacer, libre de se vendre, libre d'être en chômage. Pour un capitaliste, participer à l'éducation de sa main-d'oeuvre, c'est avancer un capital sans avoir l'assurance d'en conserver l'usage (départs) et avec la certitude de l'utiliser de façon inégale dans le temps (crises cycliques). Les effets de cette avance de capital risquent donc d'être perdus pour lui. D'ailleurs, dans ce cas même si es travailleurs formés dans l'entreprise y restent, il n'y a pas vraiment dévalorisation de la marchandise force de travail, puisque c'est le capitaliste qui a financé une partie du temps nécessaire à la formation de cette, marchandise. Et cet argent — ce capital — consacré à la dépense d'éducation, réclame sa part de profit. L'Etat, au contraire, est censé pouvoir supporter les conséquences de cette dévalorisation, car les sommes qu'il consacre à l'Education ne fonctionnent pas en tant que telles comme capital, ne participent pas au partage de la plus-value globale.

En outre, le financement public de l'éducation permet, par l'intermédiaire du système fiscal, une répartition du coût de l'enseignement plus favorable aux capitalistes. Et si on peut supposer que la médiation publique réduit la charge d'éducation qu'ils supportent, on peut penser également que s'opère ainsi un transfert de productivité en faveur des plus puissants d'entre eux, puisque ceux-ci utilisent en moyenne la force de travail la plus complexe. Ceci ne les empêchera pas de bénéficier éventuellement d'une aide de l'Etat (sous forme directe ou détaxation) pour assumer une partie des tâches d'éducation. Enfin, l'Etat garantit, par le diplôme, la mobilité de la main-d'oeuvre qualifiée, son homogénéité pour l'usage dans le procès de travail.

Le développement des formes publiques de financement des dépenses d'éducation résulte donc, pour une part, de ce que la force de travail est une marchandise achetée par le capitaliste. Mais c'est aussi une marchandise vendue par le travailleur,

b) Les salariés, vendeurs de force de travail.

L'éducation, pour les travailleurs, c'est à la fois l'obtention d'une certaine qualité de la force de travail, d'une certaine valeur d'usage de la marchandise force de travail, en même temps qu'un coût que doit couvrir soit le salaire, soit une autre forme de financement. Les changements techniques induits par le développement du capitalisme ont une double conséquence sur la valeur de la force de travail, en ce qui concerne l'éducation. D'une part, ils tendent à la dévaloriser, en réduisant la part du temps de sa formation, d'autre part, ils tendent à la valoriser en suscitant l'apparition de qualifications nouvelles.

Ceci implique pour les travailleurs l'existence d'un système permanent de formation, étant donné le caractère incessant des changements techniques dans le mode de production capitaliste. L'acquisition de connaissances de base permettant le passage d'une qualification à une autre sans baisse de valeur de la force de travail, voire même une valorisation de

cette force de travail en cours de vie professionnelle, apparaît, de ce fait, comme une revendication logique des salariés. Sur le fondement de la négociation de la valeur de la force de travail et des à-coups de sa dévalorisation s'explique la revendication des syndicats ouvriers du droit à l'éducation et des luttes qu'elle suscite. Ce droit est le complémentaire du droit à l'emploi.

Que l'éducation soit pour eux la possibilité d'accéder à un niveau technique plus élevé, et donc de parer aux menaces que fait peser sur leur emploi l'accumulation du capital, permet de comprendre le caractère progressiste, moderne, des revendications démocratiques en matière d'enseignement. L'expérience acquise au cours de ces luttes conduit à concevoir l'enseignement comme moyen d'un plus grand contrôle et d'un plus grand développement des forces productives du travail. Ce n'est plus seulement l'amélioration du système d'enseignement qui en résulte, mais l'exigence d'un nouveau système, dont la relation aux forces productives ne soit plus pliée aux rapports capitalistes de production.

En conclusion, on peut dire que l'enseignement comme consommation collective publique, résulte donc d'un double mouvement :

1) **revendication ouvrière**, qui, à partir d'un certain niveau de conscience contraint l'Etat à satisfaire un besoin socialement ressenti. La forme publique tend alors à s'accompagner de la gratuité.

2) **mode de fonctionnement du marché du travail** qui conduit les capitalistes à rejeter sur l'Etat les risques de la perte du capital qui aurait été engagé dans la formation : à abaisser, pour le capitaliste, la valeur de l'acquisition d'un savoir nécessaire ; à la dévaloriser également par l'accélération de la formation professionnelle par l'Etat, dans le cas de tension sur le marché du travail pour certaines qualifications (exemple actuel des qualifications liées à l'informatique). On assiste donc à une généralisation de l'éducation et à son extension dans les formes publiques, fonctionnant dans les conditions d'un capital public non mis en valeur sous l'effet de cette double pression contradictoire.

